

# A l-watwan

“Aime la vérité, mais pardonne à l'erreur” . Voltaire

25e année. N°1359 du mercredi 15 juillet 2009. Prix/Comores : 250 Fc ; Etranger : 1,5 Euro. Directeur de la publication : Djaé Ahamada

## LIRE ÉGALEMENT

### Compte rendu du conseil des ministres extraordinaires du lundi 13 juillet 2009

Une mission de courtoisie de la Fmi est attendue pour constater l'état d'avancement des mesures à prendre pour concrétiser le programme du Fmi. Le gouvernement a été informé de l'arrivée d'hôtes koweïtiens porteurs de projets divers. Il a été décidé la création d'une commission de suivi du dossier du crash du 30 juin et à ce propos, le gouvernement va déployer tous les moyens nécessaires pour accompagner le collectif des familles des victimes.

Lire page 3

### Sécurité biotechnologique: Renforcement des capacités sur l'utilisation du Centre d'Echange

Le deuxième atelier sur l'"Utilisation du Centre d'échange pour la prévention des risques Biotechnologiques (Ceprb)" est ouvert depuis, hier mardi dans la salle de formation de l'Agence universitaire de la francophonie au Cndrs.

Lire page 3

### Watwania, des femmes à l'assaut de l'insalubrité

Tani Makliki est catégorique : "Tant que nous vivrons, tous les dimanches nous serons au combat, ce que nous faisons en ce moment ne peut être un feu de paille sans lendemain. Nous avons engagé une guerre contre toute forme d'insalubrité dans notre quartier et nous comptons la gagner".

Lire page 2

### La grande soif de la riche région de Djandro



Lire page 2

## Dscrp : réactualisation du document de stratégie

Des experts nationaux et internationaux, repartis en sept groupes et par secteur de travail, se penchent en ce moment sur des travaux qui mèneront à la finalisation du Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (Dscrp). Pour ce faire, un atelier national de cinq jours, organisé par le Commissariat Général au Plan, se tient au palais du peuple de

Hamramba depuis le lundi 13 juillet. Le premier jour des assises a été consacré aux travaux de mise à jour de la section du document portant sur les diagnostics sectoriels. En faisant référence à l'étude sectorielle révisée et d'autres informations pertinentes selon chaque secteur d'activité. Les séances de travail du mardi ont été axées sur la présentation et la validation des programmes prioritaires par axe stratégique.

Les travaux se font par groupes de travail sectoriel (Gts) :

Le Comité technique de la santé, les Gts Education, Energie-Eau-Assainissement, Gouvernance, Justice, Sécurité, Genre, Droits humains et Décentralisation, Gts privé, Tourisme et Micro finance, Gts Agriculture, Pêche, Elevage et Environnement, Gts Infrastructure incluant les routes, ports, aéroports, télécoms. Un autre atelier est prévu

pour, cette fois, la formulation finale du document avec l'intégration des recommandations qui viendront du présent atelier. Dans ce dossier, le commissariat général au Plan travaille conjointement avec le bureau de consultant canadien, Ida. Cet appui se fera, aussi, dans le cadre du suivi et évaluation des objectifs émis par le document.

KS

## Crash : Les familles des victimes arrivées à Moroni, lundi soir

Les retrouvailles se sont déroulées dans l'émotion. Après la descente d'avion, les familles étaient en larmes. "C'est comme si le crash a eu lieu aujourd'hui", constate un homme qui a perdu une nièce et une cousine et ses trois enfants dans le crash. "C'est un accident comme cela peut arriver. Mais il y a un an, nous avons manifesté contre la Yemenia mais on ne nous a pas écouté", martèle un autre.



A l'aéroport, peu après l'arrivée des familles

Lire page 3

## REPORTAGE

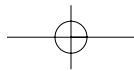
### Le nouvel ambassadeur et le crash Un terrible baptême de feu...

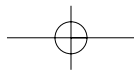
Il s'était fixé comme priorité, la restructuration d'une ambassade dépourvue de tout ou presque. Pas de téléphone, un seul véhicule "en panne", un budget qui assure difficilement les frais de fonctionnement. Moins de deux mois après sa nomination à la tête de l'ambassade des Comores à Paris, Abdallah Mirghane passe commande d'un audit sur l'organisation des services de la représentation comorienne et entreprend quelques travaux de réfection du salon d'accueil, vitrine du bâtiment de la rue Marbeau. Mais le Crash du 30 juin est passé par là.



A droite l'ambassadeur de Comores à Paris

Lire en dernière page





Tanifaenti Houmadi, plus connue sous le nom de Tani Makliki, est catégorique : "tant que nous vivrons, tous les dimanches nous serons au combat, ce que nous faisons en ce moment ne peut être un feu de paille sans lendemain. Nous avons engagé une guerre contre toute forme d'insalubrité dans notre quartier et nous comptons la gagner", ajoute la présidente de Watwania, une sorte de fédération des associations féminines de Salamani II à Mohéli. Salamani II, c'est ce quartier de Fomboni qui par son étendue et sa population est une sorte de gros village dans la ville.

Depuis dimanche, les femmes, regroupées autour de cette association armées de pelles, râteaux, bèches et brouettes, ratisent une zone qui va de la brigade de gendarmerie au pont de la rivière Dewa, marquant la limite naturelle entre Fomboni et Bangoma. Par cette initiative et la détermination qu'elles affichent pour lutter contre ce fléau, qui menacent toutes nos villes et villages, ces jeunes femmes attirent l'admiration des

## "Watwania", des femmes à l'assaut de l'insalubrité

passants non pas seulement pour leur indéniable beauté, mais aussi pour ce noble engagement en faveur de la propreté dans un quartier qui a l'honneur d'abriter le Centre hospitalier régional et la Cité Coopérante où se côtoient toutes les institutions financières de l'île, le siège régional du Fadc et de l'antenne de l'Ascobef. Malgré la détermination affichée de ces volontaires, des insuffisances sautent aux yeux : elles travaillent sans bottes ni gants ; d'où les risques d'auto-contamination des microbes et de blessures plus au moins graves.

Les matériaux, de la pelle à la brouette en passant par les râteaux et bèches, sont tous d'emprunt. Aussi, pour la pérennisation de cette activité, Tani lance un appel aux pouvoirs publics et aux personnes ressources capables de leur monter un projet où elles pourraient obtenir, d'un partenaire en développement, un appui pour l'acquisition d'un minimum de ce matériel qui leur permettrait de mener à bien cette activité tout en minimisant, au maximum, un tout fac-

teur de risque.

Une volontaire affirme, sous les yeux ravis de sa présidente, qu'elles n'entendent pas rester là et disposent de deux nouvelles initiatives à mettre en œuvre dans le très court terme, à savoir l'aménagement et entretien d'une décharge publique, et la lutte contre la divagation des animaux

dont on connaît les effets néfastes, en aménageant une fourrière communautaire avec des règles simples, connues de tous et appliquées sans état d'âme.

La présidente nous affirme que, parallèlement à cette activité, son association s'attaque aux conduites d'eau et robinets défectueux qui sont

à l'origine des flaques d'eau qu'on rencontre souvent dans les rues et ruelles de son quartier. Enfin, elle se dit très touchée par les signes et gestes d'encouragement que les volontaires reçoivent quotidiennement des passants visiblement acquis à la cause défendue par Watwania.

Mohamed Nassur



## Région de Djandro : beaucoup de pluies... pas assez d'eau

Avec une configuration géographique et géomorphologique assez particulière, le plateau de Djandro est très arrosé par les précipitations. Paradoxalement l'eau y fait particulièrement défaut. Il existe quelques rares cours d'eau mais ils sont d'un débit plutôt faible. Les animaux qui viennent s'y abreuver directement rendent la qualité de leur eau douteuse. Sans compter qu'étant situés au fond de vallées leur accès et la corvée d'eau de la ménagère deviennent un travail digne d'un bagnard.

Les pouvoirs publics font semblant, de temps en temps, surtout pour de raisons électorales, de s'occuper du problème en se livrant à des mesurées et aucun projet sérieux pour résoudre le problème d'une manière efficace et définitive n'est disponible dans aucun tiroir d'aucun ministère. Pourtant, cette juste doléance de la population n'est pas née du dernier kashikazi et les solutions proposées par certains des hommes d'Etat relèvent plutôt du mépris. Ici on se rappelle en effet, du fameux "wadjandro, mutso para maji suku bandakalala itsolalawo", et du "madji, madji, namtsorenga mabambo muwunganye hata yemahala mdjoudyahuntra". A Wanani, le chef-lieu, existait pendant la période coloniale un petit réseau d'adduction d'eau qui fonctionnait grâce à un petit groupe électrogène avec un seul robinet au bout. C'était à chaque fois juste le temps d'une élection. Après, on revenait inexorablement à la case départ. A une certaine période, le gouverneur avait fait don d'un camion citerne

qui était mis location aux usagers nécessaires, la population de Djandro en premier, mais une gestion chaotique a fait que l'on avait du mal à renouveler jusqu'aux pneus usagés. Il en fut de même lorsque sous la présidence de Fazul, l'Organisation non gouvernementale islamique, Alharamane, avait fait don d'un autre camion citerne spécialement pour la livraison de cette région en eau. Le projet a tourné court et le camion est entrain d'être gagné par la rouille à côté de la brigade de gendarmerie de Wanani.

Vint ensuite le projet du couple Etter qui a consisté à faire des forages et à pomper manuellement l'eau de la nappe phréatique dans les villages de Mlabanda, Wanani et Siri Zirudani. Les résultats se révèlent prometteurs même si le débit est faible en saison sèche et des problèmes d'hygiène aux abords immédiats des lieux du forage se devaient d'être résolus. L'expérience certes n'était pas une réussite absolue, mais elle pouvait être améliorée au lieu d'abandonner chaque pompe qui présente quelques défaillances. Il est vrai que de sérieux

malentendus entre les populations locales et les porteurs du projet n'ont pas arrangé la situation et le projet est, donc, tombé à l'eau. Pour l'heure, à Wanani et Siri Zirudani, on en est revenu au système de la distribution d'eau grâce à un groupe électrogène. Dans la première agglomération citée, moyennant 150 francs à chaque fois, la population peut tous les trois jours remplir ses bidons d'eau.

Pourtant, au lieu de ces solutions palliatives des ingénieurs assurent que le problème de l'eau pouvait être

résolu dans la région grâce à des mini barrages dont l'eau recueillie serait distribuée grâce à un système motorisé fonctionnant grâce aux énergies renouvelables comme le solaire ou l'éolienne. L'eau potable pourrait alors couler en permanence dans les robinets. Mais pour l'heure aucun projet allant dans ce sens n'est disponible dans aucun dossier.

Quand on pense que par sa production agricole l'habitant, ici, est l'un des grands contribuables de l'Etat,...

Mohamed Nassur

### LE PROJET D'APPUI AU SECTEUR DE LA SANTE AUX COMORES RECRUTE

#### SON CHEF DE PROJET (Homme ou Femme)



En étroite collaboration avec l'Expert Technique International (médecin), le/la Chef de Projet National aura pour attributions la mise en oeuvre des actions suivantes :

- ☞ l'appui au démarrage du projet
- ☞ l'animation et le management de la Cellule Projet
- ☞ la mise en oeuvre des activités, le suivi organisationnel, technique et financier du projet
- ☞ l'appui au Ministère de la Santé de l'Union et des îles
- ☞ l'interface du PASCO avec l'Agence Française de Développement de Moroni

#### ☐ Profil souhaité du (ou de la) candidat (e) :

- ☞ Nationalité Comorienne indispensable
- ☞ Diplôme Bacc +4 en Gestion / Administration / Finances/ Droit ou équivalent.
- ☞ Expérience de travail de 5 ans minimum pour des projets de développement (ou de santé)
- ☞ Bonne connaissance des procédures et outils de gestion de bailleurs bilatéraux ou internationaux.
- ☞ Bonnes capacités en planification par objectifs, budgétisation et micro-planification et suivi budgét-

taire,

- ☞ Capacité à élaborer des dossiers de consultation et d'appel d'offres
- ☞ Capacité de travail en équipe, de délégation des tâches, capacités de synthèse
- ☞ Excellente capacité de communication et de rédaction
- ☞ Bonne connaissance des logiciels bureautiques courants et de tableau à entrées multiples.

#### ☐ Poste basé à Moroni

#### ☐ Rémunération suivant le profil du (ou de la) candidat (e)

Si vous pensez avoir le profil requis, vous êtes le Chef de Projet pour PASCO. Soumettez-nous votre dossier de candidature complet **en un seul envoi**

#### ◆ composé des documents scannés suivants :

- \*CV détaillé avec photo récente et coordonnées pour contact rapide
- \*Lettre de motivation
- \*Photocopie de la carte nationale d'identité

Comorienne

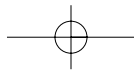
- \*Photocopie des diplômes et des certificats de travail
- \*Attestation des formations continues suivies
- \*Noms, adresses, téléphones des personnes références à contacter

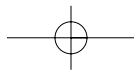
◆ Par voie postale et par mail aux adresses suivantes :

\*E-mail : recrutement.pasco@fthm.mg.  
\*Adresse postale : FTHM Conseils  
5ème étage, Immeuble ARO Antsahavola  
BP 7631 -  
101 Antananarivo—MADAGASCAR

A la réception de votre candidature par e-mail, FTHM Conseils vous enverra un accusé de réception vous garantissant la prise en compte de votre dossier dans le processus.

***Date limite pour la réception  
des dossiers : 24 Juillet 2009***





# Conseil extraordinaire des ministres du lundi 13 juillet

*Une mission de courtoisie du Fmi est attendue pour constater l'état d'avancement des mesures à prendre pour concrétiser le programme de l'institution monétaire. Le gouvernement a été informé de l'arrivée d'hôtes koweïtiens porteurs de projets divers. Il a été décidé la création d'une commission de suivi du dossier du crash du 30 juin et, à ce propos, le gouvernement va déployer tous les moyens nécessaires pour accompagner le collectif des familles des victimes.*

Un conseil de ministres extraordinaire s'est tenu le lundi 13 juillet à Beit-Salam sous la présidence du chef de l'Etat, Ahmed Abdallah Mohamed Sambi. L'ordre du jour a porté, exclusivement, sur les réformes administratives, notamment les dossiers liés aux finances conformément aux recommandations d'experts nationaux présents au conseil pour la circonstance. Dans ce cadre, le vice président en charge des Finances et du Budget a

informé le conseil de l'arrivée d'une mission de courtoisie du Fmi pour constater l'état d'avancement des mesures à prendre pour concrétiser le programme de l'institution monétaire aux Comores. Parmi ces mesures, quatre décrets, réglementant les opérations financières de l'Etat, ont été recommandés. Il s'agit notamment des décrets portant réglementation des opérations relatives à la dépense publique hors salaire, instituant un plan de trésorerie de l'Etat, fixant la nomenclature budgétaire

harmonisée de l'Union des Comores et portant aussi établissement de la nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'Etat. D'autres points ont été discutés. Notamment l'arrivée aux Comores de la délégation du collectif des familles des victimes de l'A 310 de Yemenia. Pour cette occasion, le gouvernement va déployer tous les moyens nécessaires pour accompagner le collectif et lui apporter toute l'assistance nécessaire tout au long de son séjour au pays.

En outre, il a été décidé la création d'une commission de suivi du dossier du crash du 30 juin dernier pour permettre au gouvernement de travailler tout en restant attentif à la situation qui endeuille le pays. Le gouvernement est aussi informé de l'arrivée d'éminents hôtes en provenance du Koweït, et porteurs de projets divers. Il a été demandé aussi au directeur de cabinet chargé de la Défense de proposer un projet de réformes de la gendarmerie nationale notamment sur le renforcement

des capacités et la formation avec la création d'une académie de la gendarmerie aux Comores. Le chef de l'Etat a, entre autres soumis au gouvernement l'idée de contacter les pays les moins avancés (Pma) pour créer un sommet des pays les plus pauvres à l'instar de celui des pays les plus riches de la planète, pour faciliter les échanges entre les deux groupes.

Source présidence e la République

## Sécurité biotechnologique

### Renforcement des capacités sur l'utilisation du Centre d'échange

Le deuxième atelier sur l'"Utilisation du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (Ceprb)" est ouvert depuis hier mardi dans la salle de formation de l'Agence universitaire de la francophonie au Cndrs. Cet atelier durera quatre jours, et a pour but de renforcer les capacités des participants pour une participation effective au Ceprb. Des représentants de structures diverses (biologistes, statisticiens, spécialistes du commerce international ou encore d'informatique) ont été conviés à cet atelier, animé par Mohamed Elyes Kchouk,

du Centre de biotechnologie de Tunis en Tunisie. Ce premier jour d'atelier a été consacré à la présentation du "Protocole de Cartagena" sur la prévention des risques biotechnologiques relatifs à la convention sur la diversité biologique, créée à Nairobi en 1992 et ouverte à la signature à Rio de Janeiro la même année. Un protocole qui fixe les règles à observer entre parties signataires qui veulent échanger des produits biologiques du type Organismes génétiquement modifiés (Ogm). Cette présentation a été suivie d'exercices pratiques interactifs, dont le but est d'imprégner au mieux

les participants à l'application du protocole en question. Il faut savoir que l'application de ce protocole par ses parties signataires n'est vraisemblablement pas possible sans l'institution de ce que l'on a appelé ici "Centre d'échange" comme mentionné, ci-haut. Ce dernier est un organe présent obligatoirement dans chaque partie, et appelé à promouvoir et faciliter les échanges

scientifiques sur les Ogm à l'intérieur comme à l'extérieur. C'est un dispositif alors utile dans la fourniture d'un accès permanent à l'information et d'aide aux prises de décisions. Les trois autres jours de cette réunion de travail sont prévus essentiellement pour des séances pratiques d'études de cas, de recherche d'informations sur le portail du centre, ainsi qu'une introduction sur son centre de ges-

tion. Pour rappel, l'Etat comorien n'est signataire du protocole de Cartagena que depuis novembre 2008. Le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques y est présent. Il est dirigé par Idiamine Bedja, son point focal, et tient son siège au ministère de l'Agriculture et de l'Environnement.

SM

## Conflits de la postes à Mohéli L'assaut de "Socopotram" n'aura pas lieu inextrémis

Le port de Bangoma et ses environs immédiats avaient pris, le vendredi 10 juillet, des allures de Fort Nox. En plus des agents des forces de l'ordre stationnées habituellement sur ces lieux, tout un détachement de gendarmes mobiles a été mobilisé, notamment dans les locaux servant de bureau à l'Autorité portuaire des Comores. Pour rentrer au port il fallait montrer patte blanche. Toute cette démonstration de muscles s'est, à la fin, révélée vaine. En effet, les putschistes qu'on attendait ne se sont pas présentés sur le terrain d'une bataille dont l'objectif du jour est la prise, pure et simple, de ce que l'on continue ici en terre mohélienne à appeler Socopotram, de le vider de ses responsables et agents actuels pour les remplacer par ceux qui y étaient virés collectivement dès l'arrivée au pouvoir de Mohamed Ali Saïd.

C'est une vieille histoire et querelle car ces jeunes gens, qui veulent agir

dans une certaine illégalité, sont, pour la plupart d'entre eux, les habitués de la fameuse "Place Rouge" fazuliste au départ mais devenus, par la force des choses, des hommes à tout faire, comme on l'a vu lors du référendum sur la révision constitutionnelle du 17 mai dernier. Les dirigeants sambistes mohéliens, en particulier l'actuel patron de la fonction publique, promettaient à leurs militants qu'en cas de victoire du "oui", ils allaient diriger "à l'américaine", c'est-à-dire virer les gens du Mjdidjengo et mettre à la place des Sambistes bon teint.

Les diplômés et autres cadres, eux naturellement, se voyaient directeur dans une juteuse société d'Etat mais, pour le "gars" de la Place Rouge, "à l'américaine" veut tout simplement dire reprendre sa place au portail ou de pointeur de véhicules.

Selon certaines sources, les putschistes ont reçu des assurances venues de Moroni leur indiquant que "à l'américaine", c'est pour bientôt et qu'il faut patienter. Nassur

## Crash de Yemenia

### Les familles des victimes sont arrivées hier

*Les retrouvailles se sont déroulées dans l'émotion. Après la descente d'avion, les familles étaient en larmes. "C'est comme si le crash a eu lieu aujourd'hui", constate un homme qui a perdu une nièce et une cousine et ses trois enfants dans le crash. "C'est un accident comme cela peut arriver. Mais il y a un an, nous avons manifesté contre la Yemenia mais on ne nous a pas écouté", constate un autre.*

L'avion affrété par les assureurs de Yemenia Airways pour les familles des victimes est bien arrivé à Moroni, lundi soir. Quelque 180 personnes ont embarqué de Paris et de Marseille lundi matin à bord de ce vol spécial.

Initialement attendu à 21 heures, l'A310 de la compagnie française Blue Line a atterri à l'Aéroport International Moroni Prince Saïd Ibrahim vers 22 h 50. Ce retard n'a pas découragé les quelque trois cent personnes qui ont fait le déplacement

jusqu'à Hahaya. Le président Ahmed Abdallah Sambi est venu, avec l'ensemble du gouvernement de l'Union, accueillir cette délégation issue de la diaspora.

Les retrouvailles se sont déroulées dans l'émotion. Après la descente d'avion, les familles étaient en larmes. "C'est comme si le crash a eu lieu aujourd'hui", constate Abdourahim Abdoulhamid qui a perdu une nièce et une cousine et ses 3 enfants dans le crash. Ils ont prié à l'arrivée pour les membres de leurs familles disparus dans le crash du 30

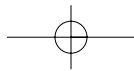
juin, comme ils l'ont fait lundi matin au départ de France.

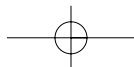
Après les retrouvailles pour faire le deuil, une chose revient dans les discussions. "On n'en peut plus, on veut que ça cesse", déclare Hamida Dahalani qui avait six membres de sa famille dans l'A310 de Yemenia. "Nous avons besoin d'explication sur les raisons du crash". "C'est un accident comme cela peut arriver. Mais il y a un an, nous avons manifesté contre la Yemenia mais on ne nous a pas écouté", martèle M. Abdoulhamid.

Pour le collectif des familles des victimes, l'heure est au deuil et à la mobilisation. "Nous appelons la population pour une marche ce jeudi et pour dénoncer les manquements des autorités par rapport à ce qui est arrivé", indique coordinateur du collectif, Me Bahassane Ahmed.

Dans l'immédiat, les enquêteurs poursuivent les auditions des témoins potentiels en attendant la récupération des boîtes noires de l'A310. Les recherches des boîtes noires continuent au large de Mitsamihuli.

Irchad O. Djoubeire





## REPORTAGE

## Crash du Yéménia

## Terrible baptême pour un nouvel ambassadeur

*Le terrible accident ne lui a volé la période de grâce. Récit d'une prise de fonction agitée du tout nouvel Ambassadeur des Comores à Paris*

Il s'était fixé comme priorité, la restructuration d'une ambassade dépourvue de tout ou presque. Pas de téléphone, un seul véhicule "en panne", un budget qui assure difficilement les frais de fonctionnement.

Moins de deux mois après sa nomination à la tête de l'Ambassade des Comores à Paris, Abdallah Mirghane passe commande d'un audit sur l'organisation des services de la représentation comorienne et entreprend quelques travaux de réfection du salon d'accueil, vitrine du bâtiment de la rue Marbeau. Mais le Crash du 30 juin est passé par là. Contraint de faire face à la tourmente provoquée par cette catastrophe, le diplomate monte sur le pont et prend la commande des affaires. Sans structures adaptées à ces types de crise, ni moyens conséquents pour réagir devant l'urgence, le nouvel ambassadeur se devait de puiser en lui l'énergie nécessaire pour gérer un dossier qui s'avère tous les jours encore plus complexe. Acte I : répondre présent – au bureau comme sur le terrain – à toutes les sollicitations.

## Sollicitations

Celles de la Cellule de crise qui, depuis l'aéroport de Roissy au pays, supervise tous les aspects d'un problème qui concerne la France au "même titre" que les Comores. Celles des associations comoriennes très mobilisées et criant leur colère dans les rues de Paris. Celles de Marseille ou de Lyon, réclamant justice et des sanctions contre les responsables d'un accident dont l'enquête ne fait que commencer. Celles d'une presse qui ne lâche pas la bride et dont les commentaires ajoutent un peu plus à la complexité d'un dossier hautement diplomatique. Celles, enfin, du gouvernement comorien obligé d'agir dans l'urgence face à la gravité de l'événement et qui sollicite, à juste titre de ses représentations à l'étranger et plus particulièrement en France, une diplomatie active pour mobiliser la solidarité internationale en vue d'affronter la plus grave catastrophe aérienne de l'histoire du pays.

C'est dans ce contexte inattendu que l'Ambassadeur des Comores à Paris a entamé sa nouvelle mission. La tâche est d'autant plus énorme que les centres de décisions semblent dispersés entre les deux capitales en première ligne dans cet accident,

Paris et Moroni. Entre les Franco-comoriens qui répondent aux consignes du Quai d'Orsay et de sa cellule de crise et le reste des Comoriens de la diaspora qui regarde plutôt vers leur gouvernement, la diplomatie comorienne sur la place parisienne devait trouver rapidement son tempo et jouer sa propre partition au risque de se trouver larguer à faire du suivisme.

Après la période tendue qui a suivi le crash où seules l'émotion et la colère étaient audibles dans les médias de la place, l'équipe de l'ambassade est parvenue progressivement à reprendre la main. Le calme du nouveau diplomate et l'esprit d'ouverture et d'écoute dont il a fait montre malgré de vives critiques contre "l'immobilisme des autorités comoriennes" se sont révélés des atouts pour surfer sur la vague déchaînée et renouer un dialogue qui paraissait difficile quand bien même nécessaire pour amener les protagonistes à trouver les bonnes réponses.

Plutôt que d'occuper les ondes ou le petit écran et se répandre en déclarations intempestives pour réagir aux critiques tous azimuts, Abdallah Mirghane a fait le choix de rester au contact avec le quotidien des familles, multipliant les échanges sur le terrain ou recevant dans son bureau ceux qui acceptaient de privilégier la sérénité.

Le voici à Paris dans une réunion de la cellule de crise, en banlieue parisienne en pourparlers avec les ambassadeurs français et du Yémen, prenant part à une réunion d'une association des familles des victimes à La Courneuve, participant aux prières à la mémoire des disparus dans une mosquée de Paris, prenant la parole dans une autre cérémonie de recueillement, recevant les familles des victimes, échangeant avec les associations, les avocats, les équipes médicales. Beaucoup de Comoriens découvrent d'ailleurs le visage du nouveau diplomate dans ces confrontations directes, sans garde de corps malgré la tension.

## Reprise en main tranquille

Il a d'ailleurs essuyé la colère des uns, enregistré les reproches des autres, sans jamais se dérober, ni céder à la polémique. « Nous devons penser d'abord aux familles des victimes et tout œuvrer pour leur apporter le soutien dont ils ont besoin », insiste-t-il partout où il se

rend, à Paris comme à Marseille. Visiblement moins politique et plus pragmatique, Abdallah Mirghane a su ainsi orienter les énergies vers l'efficacité, essayant le plus possible de favoriser l'esprit de consensus.

"Vous êtes chez vous ici, cet ambassade ne m'appartient pas, elle appartient à tous les Comoriens", a-t-il déclaré à plusieurs reprises. Un leitmotiv qui a favorisé l'émergence d'un climat de confiance entre une

ambassade souvent décriée d'être éloignée des préoccupations immédiates de ses administrés et une communauté comorienne traversée par toutes les courants de pensée et qui avait pris ses distances vis-à-vis de ceux censés les représenter.

Reste que cette épreuve a mis en évidence une série de faiblesses administratives de la représentation comorienne à Paris et de son consulat à Marseille, en même temps qu'elle soulève l'urgence d'une redéfinition de ses missions et d'un renforcement de ses capacités opérationnelles. Particulièrement, dans le contexte de la France où à l'importance des enjeux diplomatiques s'ajoute l'indispensable prise en compte d'une diaspora nombreuse et surtout complexe dans son organisation.

KES



**DU NOUVEAU CHEZ COMORES AVIATION INTERNATIONAL DU 07 / 07 / 09**



**MORONI-DUBAI 760 Euro A / R ttc**  
**MORONI - CHINE 1155 Euro A / R ttc**  
**MORONI - PARIS CDG 1050 Euro A / R ttc**  
**MORONI - SEYCHELLES 457 Euro A / R ttc**  
**MAYOTTE - SEYCHELLES 689 Euro A / R ttc**

**TOUS LES MARDI**  
**DEPART : HAH 03H00 \*\* RETOUR HAH 10 H**

**CONNECTION A MAHE SEYCHELLES**  
**BORD A BORD 50 Minutes D'ESCALE**  
**AVEC EMIRATES AIRLINE**



**BON VOYAGE !!! BON VOYAGE !!! BON VOYAGE !!!**

Consulter notre site [ww.alwatwan.net](http://ww.alwatwan.net)

